



Brussels
12.12.2025
HR.B.1.003

VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT ⁽¹⁾

DG – Directorate – Unit DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	TRADE-C-1
Post Number in Sysper Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	111930
Provisional Starting Date Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt Initial Duration (months) Durée initiale (mois) Dauer (Monate) Place of Secondment Lieu de détachement Abordnungsort	Q2 2026 24 South Africa Afrique du Sud Südafrika
Type of Secondment Type de détachement Art der Entsendung	With allowances Avec indemnités Mit Vergütung
This Vacancy Notice is open to Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States États membres Mitgliedstaaten
Deadline for Applications Date limite de candidature Bewerbungsschluss	27.01.2026
Eligibility Criteria Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	English Version , Version Française , Deutsche Version

⁽¹⁾ To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.



Brussels
12.12.2025
HR.B.1.003

Entity presentation:

DG Trade and Economic Security has the task of conducting the EU trade policy, one of the exclusive competences of the EU. Trade policy plays a critical role in building global partnerships, enhancing the EU's economic competitiveness, and defending the EU from unfair trade practices and threats to its economic security.

The Unit TRADE.C.1 is responsible for trade relations with Africa and Pacific countries and regions, as well as overseas countries and territories. We are negotiating, implementing and monitoring Economic Partnership Agreements (EPAs) and contributing to the overall policy definition in areas related to EPAs and trade cooperation with these regions.

On 20 November 2025, the EU and South Africa signed a Clean Trade and Investment Partnership (CTIP), which will support bilateral trade and investments in clean supply chains. Building on the existing EU-SADC EPA, this new deal will be mutually beneficial. For the EU, it will help diversify strategic clean supply chains, create new investment opportunities for EU companies, and strengthen access to essential raw materials; while for South Africa, it will support industrialisation and local beneficiation, as well as helping to decarbonise its economy and to ensure a just energy transition.

The Trade Section of the EU Delegation to South Africa, based in Pretoria, has a small but energetic team consisting of the Head of Section, two local agents and one Seconded National Expert (SNE). The Trade section deals with implementation of the EU's trade and investment policy on the ground, including enhancing of EU businesses' market access and investment conditions in South Africa, monitoring and reporting about trade and economic developments and liaising with local authorities and other stakeholders. With the CTIP concluded, the Trade section will be in charge of implementing it, e.g. liaising with EU investors, organising business roundtables, Business to Government Dialogues and Government to Government Dialogues.

Job presentation:

Under the overall guidance of the Head of Delegation and the direct supervision of the Head of the Trade Section at the EU Delegation to South Africa, and working in full transparency and synergy with the other sections of the Delegation (mainly the political and co-operation sections), the seconded national expert will:

1. Report to and inform headquarters, EU Delegation staff concerned and EU member states trade and economic counsellors based in Pretoria.
2. Represent the EU and participate in meetings/events.
3. Liaise with EU investors and business associations regarding trade, investment and regulatory barriers, to feed into CTIP implementation.
4. Monitor and analyse mainly but not exclusively matters in the following areas:
 - Economic developments in South Africa;
 - International, regional and bilateral trade relations for goods and services;
 - Trade and investment facilitation and customs issues;
 - Technical Barriers to Trade (TBT) and Sanitary and Phyto-Sanitary (SPS) issues;



- Trade Defense Instruments;
 - Intellectual Property Rights;
 - Ongoing work in international organizations when relevant for South Africa in the above areas.
5. Contribute to the management and planning of the Trade Section.
 6. Contribute from a trade perspective, when needed, to the work of other members of the Trade and of the Operations Sections on investments, in particular in certain strategic clean supply chains (e.g. critical raw materials, green hydrogen and renewable energy), relations with business, digital technologies, agriculture, climate and environment.
 7. Contribute to the work of other sections of the EU Delegation whenever required.

Jobholder profile:

We are looking for a motivated, proactive candidate, with:

- Strong analytical, organisational and research skills;
- Excellent communication skills, orally and in writing, in English;
- Proficiency in stakeholder engagement;
- Knowledge of EU trade and investment policies and international trade legal frameworks;
- Knowledge of South Africa would be an asset;
- Strong interpersonal skills and the ability to work autonomously and as part of a team;
- Ability to work in a multicultural environment;
- Flexibility and adaptability to a dynamic and high-pressure working environment.



Brussels
12.12.2025
HR.B.1.003

Présentation de l'entité:

La DG Commerce et Sécurité Économique a pour mission de mener la politique commerciale de l'UE, l'une des compétences exclusives de l'UE. La politique commerciale joue un rôle essentiel dans la mise en place de partenariats mondiaux, le renforcement de la compétitivité économique de l'UE et la défense de l'UE contre les pratiques commerciales déloyales et les menaces qui pèsent sur sa sécurité économique.

L'unité TRADE.C.1 est chargée des relations commerciales avec les pays et régions d'Afrique et du Pacifique, ainsi qu'avec les pays et territoires d'outre-mer. Nous négocions, mettons en œuvre et suivons des accords de partenariat économique (APE) et contribuons à la définition générale des politiques dans les domaines liés aux APE et à la coopération commerciale avec ces régions.

Le 20 novembre 2025, l'UE et l'Afrique du Sud ont signé un Partenariat pour le Commerce et l'Investissement Propre (CTIP), qui soutiendra le commerce bilatéral et les investissements dans les chaînes d'approvisionnement propres. S'appuyant sur l'accord de partenariat économique UE-SADC existant, ce nouvel accord sera mutuellement bénéfique. Pour l'UE, il aidera à diversifier les chaînes d'approvisionnement stratégiques propres, à créer de nouvelles opportunités d'investissement pour les entreprises européennes et à renforcer l'accès aux matières premières essentielles ; tandis que pour l'Afrique du Sud, il soutiendra l'industrialisation et la valorisation locale, tout en aidant à décarboniser son économie et à assurer une transition énergétique juste.

La section Commerce de la délégation de l'UE en Afrique du Sud, basée à Pretoria, dispose d'une équipe petite mais énergique, composée d'un chef de section, de deux agents locaux et d'un expert national détaché (END). La section Commerce traite de la mise en œuvre de la politique commerciale et d'investissement de l'UE sur le terrain, y compris l'amélioration de l'accès au marché des entreprises de l'UE et des conditions d'investissement en Afrique du Sud, le suivi et l'établissement de rapports sur l'évolution du commerce et de l'économie et de la liaison avec les autorités locales et d'autres parties prenantes. Avec la conclusion du CTIP, la section Commerce sera chargée de sa mise en œuvre, notamment en collaborant avec les investisseurs de l'UE, en organisant des tables rondes d'affaires, des dialogues entre entreprises et gouvernement, ainsi que des dialogues entre gouvernements.

Présentation du poste:

Sous la direction générale du chef de délégation et sous la supervision directe du chef de Section Commerce de la délégation de l'UE en Afrique du Sud, et en pleine transparence et en synergie avec les autres sections de la délégation (principalement les sections politique et de coopération), l'expert national détaché sera chargé de:



1. Faire un compte rendu au/et informer le siège, le personnel de la délégation de l'UE concerné et les conseillers économiques et commerciaux des États membres de l'UE basés à Pretoria.
2. Représenter l'UE et participer à des réunions/événements.
3. Collaborer avec les investisseurs de l'UE et les associations professionnelles concernant le commerce, les investissements et les obstacles réglementaires, afin d'alimenter la mise en œuvre du CTIP.
4. Surveiller et analyser principalement, mais pas exclusivement, des questions dans les domaines suivants:
 - Évolutions économiques en Afrique du Sud.
 - Relations commerciales internationales, régionales et bilatérales pour les biens et les services.
 - Facilitation du commerce et des investissements et questions douanières.
 - Obstacles techniques au commerce (OTC) et questions sanitaires et phytosanitaires (SPS).
 - Instruments de défense commerciale.
 - Droits de propriété intellectuelle.
 - Travaux en cours dans les organisations internationales, le cas échéant, pour l'Afrique du Sud dans les domaines susmentionnés.
5. Contribuer à la gestion et à la planification de la section Commerce.
6. Contribuer, du point de vue commercial, si nécessaire, aux travaux d'autres membres de la section Commerce et de la Section Opérations sur les investissements, en particulier dans certaines chaînes d'approvisionnement stratégiques propres (par exemple, les matières premières critiques, l'hydrogène vert et les énergies renouvelables), sur les relations avec les entreprises, les technologies numériques, l'agriculture, le climat et l'environnement.
7. Contribuer aux travaux d'autres sections de la délégation de l'UE chaque fois que cela est nécessaire.

Profil du titulaire du poste:

Nous recherchons un candidat motivé et proactif, avec les qualités suivantes :

- Solides capacités d'analyse, d'organisation et de recherche;
- Excellentes capacités de communication, à l'oral et à l'écrit, en anglais;
- Maîtrise de l'engagement des parties prenantes;
- Connaissance des politiques de l'UE en matière de commerce et d'investissement et des cadres juridiques du commerce international;
- Connaissance de l'Afrique du Sud serait un atout;
- Solides capacités relationnelles et une aptitude à travailler de manière autonome et en équipe;
- Aptitude à travailler dans un environnement multiculturel;
- Flexibilité et adaptabilité à un environnement de travail dynamique et à haute pression.



EUROPEAN COMMISSION
DIRECTORATE-GENERAL
HUMAN RESOURCES AND SECURITY
Competitions, Selections & Secondments



Brussels
12.12.2025
HR.B.1.003

Entitätsvorstellung:

Die GD Handel und wirtschaftliche Sicherheit hat die Aufgabe, die Handelspolitik der EU zu gestalten, die zu den ausschließlichen Zuständigkeiten der EU gehört. Die Handelspolitik spielt eine entscheidende Rolle beim Aufbau globaler Partnerschaften, bei der Stärkung der wirtschaftlichen Wettbewerbsfähigkeit der EU und beim Schutz der EU vor unlauteren Handelspraktiken und Bedrohungen ihrer wirtschaftlichen Sicherheit.

Das Referat TRADE.C.1 ist für die Handelsbeziehungen zu den Staaten und Regionen in Afrika, Pazifik, sowie zu den überseeischen Ländern und Gebieten zuständig. Wir verhandeln und überwachen Wirtschaftspartnerschaftsabkommen (WPA) und setzen sie um und tragen zur allgemeinen Ausarbeitung der Politik in Bereichen der WPA und der handelspolitischen Zusammenarbeit mit diesen Regionen bei.

Am 20 November 2025 haben die EU und Südafrika eine Clean Trade and Investment Partnership (CTIP) unterschrieben, die bilateralen Handel und Investitionen in nachhaltige Lieferketten unterstützt. Aufbauend auf dem bestehenden EU-SADC Wirtschaftlichem Partnerschaftsabkommen wird diese Vereinbarung von gegenseitigem Nutzen sein. Für die EU wird sie helfen, strategische nachhaltige Lieferketten zu diversifizieren, neue Investitionsmöglichkeiten für EU Unternehmen zu schaffen, und den Zugang zu wesentlichen Rohstoffen zu verbessern; für Südafrika wird sie die Industrialisierung und die lokale Veredelung unterstützen und bei der Entkarbonisierung der Wirtschaft und der notwendigen Energietransition helfen.

Die Handelsabteilung der EU-Delegation in Südafrika mit Sitz in Pretoria verfügt über ein kleines, aber sehr aktives Team, das aus dem/der Abteilungsleiter(in), zwei örtlichen Bediensteten und einem/einer Abgeordneten Nationalen Sachverständigen (ANS) besteht. Die Handelsabteilung befasst sich mit der Umsetzung der Handels- und Investitionspolitik der EU vor Ort, einschließlich der Verbesserung des Marktzugangs und der Investitionsbedingungen für EU-Unternehmen in Südafrika, der Überwachung und Berichterstattung über Handels- und Wirtschaftsentwicklungen und der Zusammenarbeit mit lokalen Behörden und anderen Ansprechpartnern. Nach erfolgreichem Abschluss der CTIP wird die Handelssektion für ihre Umsetzung zuständig sein, z.B. den Kontakten zu EU Investoren, die Organisation von business roundtables, Unternehmen-Regierungsdialogen und Regierung-Regierungsdialogen.

Stellenbeschreibung:

Unter der allgemeinen Anleitung des Delegationsleiters und unter direkter Aufsicht des Leiters der Handelsabteilung in der EU-Delegation in Südafrika und in voller Transparenz und Synergie mit den anderen Abteilungen der Delegation (hauptsächlich den Abteilungen Politik und Zusammenarbeit) wird der Abgeordnete Nationale Sachverständige:



1. Dem Hauptsitz, den betroffenen Bediensteten der EU-Delegationen und den Handels- und Wirtschaftsberatern der EU-Mitgliedstaaten mit Sitz in Pretoria Bericht erstatten und diese informieren.
2. Vertretung der EU und Teilnahme an Sitzungen/Veranstaltungen.
3. Kontakte halten mit EU Investoren und Unternehmensverbänden hinsichtlich Handel, Investitionen und regulatorischen Hemmnissen, als Beitrag zur CTIP Umlsetzung.
4. Überwachung und Analyse vor allem, aber nicht ausschließlich, in folgenden Bereichen:
 - Wirtschaftliche Entwicklungen in Südafrika;
 - Internationale, regionale und bilaterale Handelsbeziehungen für Waren und Dienstleistungen;
 - Handels- und Investitionserleichterungen und Zollfragen;
 - Technische Handelshemmnisse (TBT) und sanitäre und phytosanitäre Fragen (SPS);
 - Handelspolitische Schutzinstrumente;
 - Geistiges Eigentumsrecht;
 - Laufende Arbeiten in internationalen Organisationen, sofern dies für Südafrika von Belang ist, in den oben genannten Bereichen.
5. Beitrag zur Verwaltung und Planung der Abteilung Handel.
6. Erforderlichenfalls Beitrag aus handelspolitischer Sicht zur Arbeit anderer Mitglieder des Abschnitts „Handel“ und „Operationen“ in Bezug auf Investitionen, insbesondere in bestimmten strategischen sauberen Lieferketten (z. B. kritische Rohstoffe, grüner Wasserstoff und erneuerbare Energien), die Beziehungen zu Unternehmen, digitale Technologien, Landwirtschaft, Klima und Umwelt.
7. Mitwirkung an der Arbeit anderer Abteilungen der EU-Delegation, wann immer dies erforderlich ist.

Anforderungsprofil:

Wir suchen einen motivierten, proaktiven Kandidaten mit:

- Ausgeprägten analytischen, organisatorischen und wissenschaftlichen Fähigkeiten;
- Ausgezeichnete mündliche und schriftliche Kommunikationsfähigkeiten in englischer Sprache;
- Fähigkeit zur Einbeziehung der Interessenträger;
- Kenntnis der Handels- und Investitionspolitik der EU und der internationalen handelsrechtlichen Rahmenbedingungen;
- Kenntnisse über Südafrika wären ein Pluspunkt;
- Ausgeprägte zwischenmenschliche Fähigkeiten und Fähigkeit, autonom und als Teil eines Teams zu arbeiten;
- Fähigkeit, in einem multikulturellen Umfeld zu arbeiten;
- Flexibilität und Anpassungsfähigkeit an ein dynamisches und unter grossem Druck arbeitendes Umfeld .



Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.
- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.
- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.
- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to [Commission Decision \(EU, Euratom\) 2015/444 of 13 March 2015](#)). It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.



Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to.** Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft your CV in English, French or German using the **Europass CV format** ([Create your Europass CV | Europass](#)). It must mention your nationality.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council ⁽²⁾. This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

⁽²⁾ Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39)



Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission \(EU – Euratom\) 2015/444 du 13 mars 2015](#). Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.



Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s).** Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](#)) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

⁽³⁾ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).



Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- Berufserfahrung: eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- Dienstalter: ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- Arbeitgeber: es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- Sprachkenntnisse: gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau



gemäß der [Entscheidung der Kommission \(EU-Euratom\) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53](#)). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

Bewerbung und Auswahlverfahren

Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen ([Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass](#)). Ihre Nationalität muss darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden ⁽⁴⁾. Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigefügte Datenschutzerklärung.

⁽⁴⁾ Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“